

Pour un service public de qualité, la CGT Éduc'action revendique la création massive d'emplois statutaires, l'abrogation des réformes réactionnaires (collège, lycée, PPCR, CAP2022, loi Vidal...), la fin de l'autonomie des établissements. Elle lutte pour une École et une Université émancipatrices permettant la réussite de toutes et tous.

Redonner du sens à notre métier

Les précédentes réformes comme celles en cours font peser sur nous la responsabilité de l'échec et de la sélection des élèves.

Nous peinons à assurer nos missions, à donner du sens à notre métier dans une École de plus en plus inégalitaire.

Il faut rompre avec la vision élitiste de notre système éducatif et construire collectivement une vraie alternative pour nous et nos élèves.

L'EPS doit être reconnue en tant que discipline éducative et culturelle;

Lutter contre la mise en concurrence et la sélection

L'autonomie des établissements produit une mise en concurrence généralisée au détriment de notre liberté pédagogique : durcissement de la pression hiérarchique, flexibilité des services, globalisation des horaires d'enseignement, recours aux contractuel·les...

Refusons cette politique cassant le cadre national et accentuant la précarité !

La CGT refuse la sélection qu'orchestre le lycée actuel, qu'accentueront le projet Blanquer, Parcoursup et la réforme de l'accès à l'Université.

Vers la réussite pour toutes et tous

La CGT Éduc'action porte, pour les collèges et les lycées, une politique ambitieuse qui lutte contre l'échec scolaire en donnant plus à ceux et celles qui en ont le plus besoin : **plus de personnels**, une politique d'ouverture culturelle et la promotion de pédagogies de progrès. Cela implique une **diminution des effectifs par classe** (24 en lycée, 20 en collège, 15 en éducation prioritaire, 12 en classe de langue vivante), **des dédoublements nombreux et définis nationalement, une réelle politique d'éducation prioritaire** pour les collèges ET les lycées, l'accès du plus grand nombre aux études supérieures.

Améliorer nos conditions de travail :

- la réduction du temps de travail et des tâches périphériques qui se sont multipliées ;
- la prise en compte de la santé au travail ;
- la limitation du recours aux postes partagés qui pèsent sur le quotidien des collègues ;
- un concours de recrutement en fin de L3 suivi de 2 ans de formation complète avec statut de fonctionnaire stagiaire à plein traitement ;
- 10 % de formation continue sur le temps de travail pour toutes et tous.

PPCR

Comme nous l'avions annoncé, le PPCR est une arnaque :

- pas de revalorisation de nos salaires ;
- une pression managériale accentuée par les rendez-vous de carrière ;
- une classe exceptionnelle qui exclut 90% des personnels.

Au contraire, la CGT revendique :

- un vrai plan de revalorisation salariale ;
- une progression de carrière au même rythme pour toutes et tous ;
- un avancement de carrière au rythme de l'ancien grand choix.

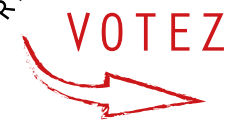
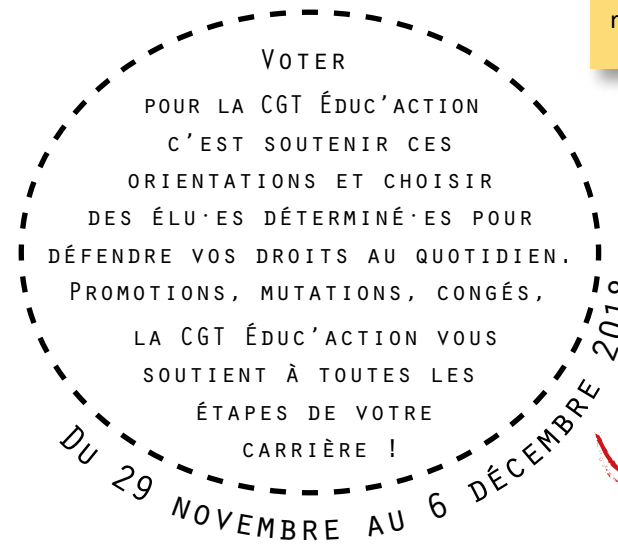
Pour les certifié·es : ➤ maintien de la gestion du corps par les CAP, contre toute forme de recrutement par le ou la chef·fe d'établissement

➤ baisse du temps de service : alignement sur l'horaire hebdomadaire des certifié·es (dont nous revendiquons la baisse et l'intégration de 2h de concertation) intégrant les heures d'AS ;

Dans le cadre de l'AS la CGT Éduc'action revendique :

- la libération systématique du mercredi après-midi dans les emplois du temps des élèves ;
- des créneaux horaires suffisants à l'interclasse de midi et/ou en fin d'après-midi ;
- le maintien, dans chaque établissement, de tous les forfaits disponibles afin de permettre aux enseignant·es d'EPS de dynamiser et contribuer au fonctionnement de l'AS ;

- le maintien, voire l'amélioration, de l'indemnité ou de la décharge de service inhérentes à la fonction de coordonnateur·trice de district UNSS ;
- le retour de tous les cadres de l'UNSS à l'EN et le rétablissement des postes supprimés en septembre 2011 ;
- une rémunération véritablement revalorisée pour les directeur·trices et adjoint·es des services régionaux et départementaux de l'UNSS.



Vu, les candidat·es